

Réduire la dépense locale, un enjeu stratégique.

Jean-Louis Dalbera

Depuis 1983, la dépense des collectivités locales a crû à un rythme annuel moyen plus rapide que la richesse nationale (3% contre 1,9% par an). Cette augmentation n'est due que partiellement aux transferts de compétences opérés par l'Etat – seulement 32 milliards d'euros sur 117 milliards. Les deux tiers de cette hausse proviennent du bloc communal, qui a plus augmenté ses dépenses de fonctionnement que d'investissement, surtout celles de personnel: recrutement de 26900 personnes à temps plein en moyenne chaque année entre 2002 et 2009! Cette hausse des dépenses ne peut se poursuivre que parce que les communes augmentent les taux d'imposition.

La crise économique touche durement une grande partie de la population. Les citoyens-contribuables payent parfois plus d'impôts locaux que d'impôts sur le revenu. On ne peut continuer à dépenser plus de 56% de notre PIB alors que la plupart des autres pays dépensent moins - 10% de moins pour l'Allemagne -, avec des résultats économiques, financiers et sociaux souvent meilleurs.

Redéfinir les missions de l'État, alléger le millefeuille territorial.

L'État doit redéfinir ses missions fondamentales et les apprécier en fonction de leur utilité et de leur coût. La question de la remise en cause de notre millefeuille territorial doit être vraiment débattue. On ne peut rester les champions du nombre de communes et des niveaux d'administration. Pourquoi garder 36 000 communes, surtout de petite taille, alors qu'elles n'ont pas de moyens pour faire face à leurs obligations toujours plus importantes?

LA TRIBUNE, 22 mars 2013